

99_AR-091-219106895-20240528-AM_2024_105



ARRETE MUNICIPAL N° AM 2024-105

PORTANT SUR L'ATTRIBUTION DE NUMEROS DE VOIRIE DES PARCELLES CADASTREES SECTION B NUMERO 306-307-211 SITUES VOIE DE BEUZE

Le Maire de la Commune de Wissous, (Essonne),

Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2213-28 et suivants, et les articles L.2131-1 et suivants relatifs au caractère exécutoire des actes pris par les autorités communales,

Vu les circulaires n°432 du 8 décembre 1955 et n°121 du 21 mars 1958 relatives au numérotage des immeubles,

Vu l'arrêté municipal n°AG-2014-39 en date du 17 mars 2014 relatif au numérotage des propriétés de la Commune,

Vu la demande adressée par mail par le cabinet SLEIMAN en date du 14 mai 2024,

Considérant que les parcelles situées au 33 Voie de Beuze, ont fait l'objet d'autorisation de division foncière pour la construction de maisons individuelles, et nécessitent donc l'attribution de nouveaux numéros de voirie,

Considérant le numérotage existant sur le tronçon de la Voie de Beuze, desservant notamment ces parcellaires,

ARRETE

Article 1 : la numérotation de voirie des parcelles cadastrées **section B** est attribuée comme suit :

- section B numéro 306 : 33 Voie de Beuze (numéro existant) ;

-section B numéro 307 : 35 Voie de Beuze ;

-section B numéro 211 : 35 bis Voie de Beuze.

Article 2 : Monsieur le Commissaire de l'agglomération de Police de Massy-Palaiseau et le Service de la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

REÇU EN PREFECTURE le 30/05/2024

Application agréée E-legalite.com

99_AR-091-219106895-20240528-AM_2024_105

Article 3: Ampliation du présent arrêté sera adressé à :

- Monsieur le Préfet de l'Essonne
- Monsieur le Receveur des Postes
- Direction des Impôts Fonciers Cadastre
- Aux intéressés.

Article 4: En application des articles R 421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, les personnes qui s'estiment fondées à contester la présente décision, disposent, pour en demander l'annulation, d'un délai de deux (2) mois à compter de sa date de notification :

- Soit par un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire de Wissous
- Soit par un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Versailles, situé 56 avenue de Saint Cloud 78000 VERSAILLES
- Soit par recours de manière dématérialisée par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

L'absence d'une réponse au recours gracieux dans un délai de deux (2) mois, à compter de la date du dépôt du recours, vaut décision implicite de rejet.

Ces délais de recours ne font pas obstacle à l'exécution de la décision.

Fait à Wissous, le 28 mai 2024

Florian GALLANT